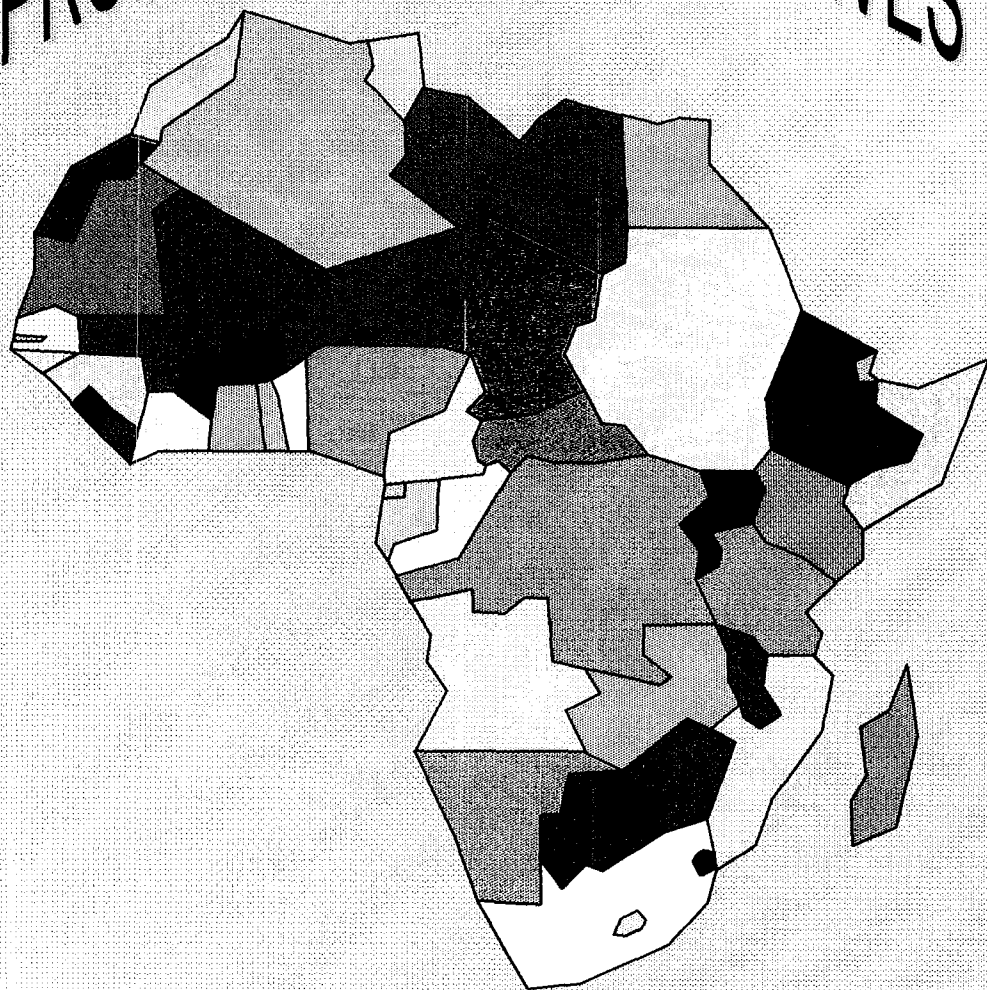


1997-2007

PARIS LE 12 DECEMBRE 1997

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE  
5° PROMOTION - CESSION 97 - 98  
MEMOIRE GEO - POLITIQUE

# L'AFRIQUE PROBLEMES ET PERSPECTIVES



ELABORE PAR  
LE LCL OMRANE BEN OTHMAN / C 3

***Face aux nouvelles mutations internationales caractérisées par la mondialisation de l'économie et l'importance du facteur technologique à tous les niveaux, le fossé ne cesse de s'élargir entre l'Afrique et le reste du monde.***

***Selon la vision généralement admise, un développement durable aurait besoin d'un certain nombre de conditions à savoir:***

- La mise en place de structures économiques solides.***
- L'instauration d'un climat de sécurité et la mise en valeur du potentiel humain, facteur essentiel pour le développement économique, technologique et culturel.***

# **PLAN**

***INTRODUCTION***

***I- FACTEURS HISTORIQUES***

***II- CRISES POLITIQUES***

***III- DIFFICULTES ECONOMIQUES***

***IV- HORIZONS ET PERSPECTIVES***

***CONCLUSION***

# INTRODUCTION

Avec 30 millions de Km<sup>2</sup>, le continent africain représente le ¼ des terres émergées dans le monde. Doté de richesses naturelles très variées, il a été pendant plusieurs années convoité par les européens, qui s'y installent à cause de l'abondance de ses matières premières ( pétrole, or, diamant, uranium...). Cette richesse a largement contribué au développement économique des pays colonisateurs.

L'Afrique compte 52 Etats pour une population totale d'environ 680 millions de personnes, alors que l'Asie en compte seulement 33 pour plus de 3 milliards et que l'Europe, avant l'éclatement de l'URSS, comptait 28 Etats pour 800 millions. Cette division politique et territoriale de l'Afrique, est souvent considérée comme l'une des causes principales des graves problèmes économiques et sociaux de ce continent. En effet il souffre de plusieurs maux chroniques tels que la famine, les épidémies, l'analphabétisme, l'instabilité politique et la disparité entre riches et pauvres.

Face aux nouvelles mutations internationales caractérisées par la mondialisation de l'économie et l'importance du facteur technologique à tous les niveaux, le fossé ne cesse de s'élargir d'avantage entre l'Afrique et le reste du monde.

Selon la vision généralement admise, un développement durable aurait besoin d'un certain nombre de conditions à savoir:

- La mise en place de structures économiques solides.
- L'instauration d'un climat de sécurité et la mise en valeur du potentiel humain, facteur essentiel pour le développement économique.
- La modernisation des moyens de production agricoles et industriels.

L'Afrique minée par la pauvreté et la famine, ravagée par les conflits ethniques et en proie à des épidémies variées, est-elle en mesure de s'aligner sur le reste du monde pour ressusciter son image historique en tant que creuset économique et culturel, pouvant avoir un rôle à jouer sur l'échiquier géopolitique international? Dans deux ans presque où un autre millénaire va s'ouvrir, l'Afrique est-elle en mesure de résoudre ses crises et ses conflits? L'Afrique, demain, sera démocratique ou ne sera qu'un continent marginalisé à l'écart de l'histoire? Tel est l'enjeu. Pour y parvenir, plusieurs facteurs conduisent, contrairement aux propos alarmistes, à un relatif optimisme.

Cette étude, essayera de développer successivement, les facteurs historiques, les crises politiques, les difficultés économiques et les horizons et les perspectives du continent africain.

## I- FACTEURS HISTORIQUES

Depuis le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, presque la totalité de l'Afrique était conquise par les puissances européennes. En imposant leur volonté, les pays colonisateurs ont opéré un nouveau découpage du continent selon leurs intérêts. En effet la nouvelle carte géographique a résulté à la fois, d'une conquête sur le terrain, obtenue le plus souvent par des guerres loin d'être équilibrées face à des populations presque désarmées, et des négociations entre les pays impliqués dans l'expansion coloniale. La création de nouveaux états et la détermination de leurs frontières se sont faites sans que les africains aient été consultés.

Les causes profondes de l'expansion coloniale, selon certains historiens, sont d'ordre économique et politique. Dans le premier cas, la création de colonies, en procurant un accès à des sources de matières premières et à des futures marchés, est présentée comme l'une des solutions apportées à une grande dépression que connurent les pays industrialisés entre 1873 et 1896. Pour le deuxième cas, c'est le résultat de la montée d'un sentiment de fierté nationale, qui poussait les grandes puissances européennes à conquérir le monde et à développer leur espace vital en se constituant de vastes empires.

Depuis 1870, ce mouvement expansionniste qui lança l'Europe à la conquête du monde, aboutit à placer la quasi-totalité du continent africain sous la coupe étrangère. Dans les années qui suivirent, de nombreux traités bilatéraux furent signés entre les pays engagés dans la conquête. Les parties orientales et australes du continent, furent l'objet d'un accord conclu le 1<sup>er</sup> juillet 1890 entre la Grande Bretagne et l'Allemagne. Plus au nord, la Grande Bretagne reconnut, en 1891, la domination italienne sur l'Erythrée et l'Ethiopie. En Afrique centrale, la situation fut réglée en 1894 par des traités entre la Belgique, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France. En Afrique de l'Ouest, les actes les plus importants furent signés entre britanniques, allemands et français de 1890 à 1897. Enfin par la convention du 8 avril 1904, la France et la Grande Bretagne réglèrent leurs contentieux; les îles de Los ( au large de la Guinée ) furent données à la France en échange de sa renonciation à terre-neuve. De même la France reconnaissait le protectorat britannique sur l'Egypte et obtenait l'assurance que les anglais la soutiendraient dans ses ambitions sur le Maroc.

En l'espace de quelques décennies, l'Afrique se trouva donc partagée et découpée sans souci apparent des problèmes ethniques, religieux et culturels que peut engendrer ce partage.

La fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et le changement qu'a connu le monde, accélèrent la prise de conscience nationaliste et le développement des revendications nationales dans le continent africain comme dans les autres parties du monde sous domination étrangère. Les décennies qui suivent la fin de la guerre furent caractérisées par une mise en cause de la colonisation à la fois sur le plan international et dans les territoires dépendants. Le processus de décolonisation, entamé d'abord en Asie, gagne l'Afrique au tournant des années 50. En l'espace d'une quinzaine d'années, la pression aussi bien interne qu'externe, aboutit à l'indépendance de la plupart des pays africains.

Les populations africaines accueillirent la fin de la décolonisation avec un grand enthousiasme. Pourtant, l'optimisme des premières années s'estompa à mesure que devenaient plus sensibles les faiblesses structurelles et que s'affrontaient des intérêts divergents à l'intérieur comme à l'extérieur. A la fin des années 50, l'indépendance politique apparaissait comme une condition indispensable au développement économique. La colonisation avait en effet, cantonné les pays

dépendants dans le rôle de fournisseurs de matières premières et d'acheteurs de produits fabriqués. Il semblait donc évident que la fin du régime colonial entraînait celle d'une économie fondée sur des échanges inégaux, générateurs du sous-développement et d'une dépendance économique, sociale et culturelle.

De ce fait, l'Afrique se trouve actuellement confrontée à une crise à deux niveaux. Sur le plan politique nous assisterons à une absence croissante de pratique démocratique et à une instabilité grandissante. Sur le plan économique, un processus de détérioration globale et de déclin paralysent tous les secteurs. Ces problèmes qui sont tous étroitement liés, représentent le défi du continent malade à la fin de ce siècle.

## **II- CRISES POLITIQUES:**

Dans plusieurs pays africains, l'instabilité politique a constitué un sérieux obstacle au développement économique et social. Si ces Etats n'ont pas réussi à tracer des voies de changement viables, c'est avant tout en raison de l'absence de toute responsabilité politique, et donc de démocratie.

Depuis l'indépendance, le rôle du citoyen dans les affaires publiques a été systématiquement réduit. Le cercle politique s'est rétréci, la démobilisation politique est devenue la règle plutôt que l'exception dans le comportement des régimes. Souvent, à la suite de rivalités pour les postes de direction de l'état, ou d'une pression populaire s'exerçant pour revendiquer un changement, les militaires sont intervenus dans la politique pour essayer d'améliorer la situation. Dans tous les cas ou presque, ces militaires n'ont rien pu améliorer. Bien au contraire, les coups d'état n'ont réussi qu'à rendre les changements de gouvernement plus fréquents et imprévisibles, compliquant ainsi davantage le problème de la responsabilité politique devant les citoyens. Ces citoyens ont rarement l'occasion de décider s'ils ont besoin ou non d'un gouvernement militaire pour les sortir du pétrin.

Dans plusieurs pays, la démocratisation s'opéra dans des contextes de tension ethnique ou régionaliste dont certains avaient dégénérés en conflits armés. Ainsi, au Rwanda, une guerre terrible déchirait le pays depuis octobre 1990. En Ouganda, l'insécurité persiste encore dans le Nord et l'Est du pays. Au Mali et au Niger, une rébellion touareg fut suivie d'un dialogue avec les deux Etats pour accorder à cette minorité nomade un statut particulier. Au Liberia, la guerre civile a fait rage malgré l'intervention des forces de l'Afrique de l'Ouest. De même au Burundi, en Somalie, au Tchad, en Ethiopie ou encore en ex-Zaïre et au Congo, les régimes en places ont sérieusement compromis leur essor politique et socio-économique. La montée des intégrismes constituait également un danger pour la démocratie. En Tunisie, des sévères mesures furent prises contre le mouvement islamiste "Ennahda". En Egypte, le maintien de l'état de vigilance et une répression souvent expéditive, ne purent venir à bout de groupes islamistes pourtant marginalisés mais qui entretenaient un climat de violence dans certaines régions du pays surtout dans le Sud. En Algérie, la lutte contre les factions du FIS et du GIA armées a entraîné le blocage du processus de démocratisation. Celui-ci avait été engagé par la constitution du 4 février 1989, qui supprimait toute référence au socialisme et instaurait le multipartisme. A la fin de la dernière décennie de ce siècle, la démocratie semble loin d'avoir triomphé partout en Afrique, mais dans plusieurs pays du continent, le processus semble bien établi.

### III- DIFFICULTES ECONOMIQUES:

La période coloniale qu'a connue l'Afrique, a sûrement apporté un mélange de bienfaits et de maux. Elle a donné aux pays colonisés un nouveau système éducatif et une promesse d'une alphabétisation de masse, une approche scientifique des épidémies, des infrastructures de base solides et des méthodes de gestion et de direction modernes. Elle leur a apporté des principes de gouvernement constitutionnel en opposition avec des traditions basées sur le tribalisme. Mais elle a aussi engendré une exploitation économique sans limites. Cette exploitation sera renforcée par une caractéristique négative que partage la majorité des classes dirigeantes africaines: le mauvais emploi des ressources publiques et leur utilisation pour des fins privées. C'est ainsi qu'est apparue une corrélation entre l'absence de démocratie dans les régimes politiques africains et la détérioration des conditions socio-économiques.

L'instabilité politique dans la grande partie du continent et la profonde crise économique, ne sont en fait que les deux facettes d'une même pièce. Il est vrai que les gouvernements africains sont responsables des maigres performances économiques du continent. En plus, les stratégies internationales de développement mises en oeuvre à la fin des années 70, n'avaient aucune incidence positive sur l'économie africaine. Après une période de croissance assez rapide dès l'indépendance, la progression du PIB moyen des pays africains retrouvait un rythme modéré pour se stabiliser aux environs de 4% en 1970, alors que la croissance démographique affichait un taux de 2,5% en moyenne annuelle. Cette situation est aggravée par deux autres problèmes non moins graves. D'une part l'allocation de ressources peu abondantes et constamment en baisse dans des sociétés ayant des taux de croissance démographiques élevés, et les catastrophes naturelles surtout la désertification et la sécheresse qui ont engendré famine et maladies. D'autre part, peu de pays africains ont eu la chance d'éviter le destin économique que le passé colonial leur a réservé. En effet, à l'aube de l'indépendance, presque tous les pays de l'Afrique Subsaharienne dépendaient des exportations agricoles pour la plus part de leurs recettes. Il s'agit très souvent d'un seul produit dont le prix de vente sur le marché mondial était toujours déterminé par les consommateurs, principalement l'Europe et l'Amérique du Nord. Le résultat est que le syndrome de dépendance et de vulnérabilité a été sérieusement aggravé. Ainsi un système économique international déséquilibré et de graves erreurs de la part des africains se sont conjugués pour aboutir à un paradoxe cruel. Un continent riche mais dont les peuples restent parmi les plus pauvres du monde. Les perspectives économiques de la majorité des pays africains se sont détériorées à un point tel que le poids de la dette en résultant est l'une des difficultés les plus graves auxquelles le continent fait face depuis les années 60. La dette totale de l'Afrique ne cesse d'augmenter. Elle passe de 48 milliards de dollars en 1980 à 200 milliards en 1995 soit un peu plus de 10% de la dette des pays en développement. La dette extérieure globale des pays africains à faible revenu représente plus de la moitié de la valeur de la production et atteint six fois celle des exportations. Ajouté à tout cela, la chute brutale des cours des matières premières, agricoles en particulier, dont les pays concernés tirent le gros de leurs richesses, le fardeau de la dette extérieure et intérieure sur laquelle vient se briser tout espoir de relance des investissements, participent largement aux difficultés tragiques que l'Afrique affronte aujourd'hui. Ainsi par exemple, depuis 1980, les cours ont baissé de 41% pour le café, de 38% pour le cacao et de 47% pour le phosphate. Pour plusieurs produits agricoles dont elle avait le quasi-monopole à l'exportation au lendemain des indépendances, l'Afrique s'est laissé

distancer par certains pays du sud-est asiatique ou concurrencer par des produits de subsistance originaires des pays industrialisés. Les ressources en devises que la Côte-d'Ivoire tirait du cacao et du café ont diminué de la moitié entre 1985 et 1988.

D'autres indicateurs économiques sont également alarmants, comme l'atteste la baisse de l'aide extérieure qui est portée de plus en plus vers les pays d'Europe de l'Est et l'Amérique Latine. D'ailleurs, l'ancien secrétaire d'état adjoint américain, chargé des affaires africaines, Chester Crocker, reconnaissait que par tête d'habitant, l'aide européenne à la Hongrie et à la Pologne est dix fois supérieure à celle octroyée à l'Afrique. Les Etats- Unis quant à eux, ont accordé à l'Amérique centrale une aide trente-quatre fois supérieure à celle que reçoit l'Afrique. En plus de l'effondrement des cours mondiaux des produits de base, de l'endettement et du sous-développement chronique, autant de maux auxquels s'ajoutent les effets à long terme d'une sécheresse qui a frappé un grand nombre de pays africains. Cette dernière, qui n'était plus limitée à la zone saharienne du continent, a touché les pays de la zone occidentale (Bénin, Ghana, Côte-d'Ivoire) et s'est étendue à la grande partie de l'Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Mozambique). Les populations de ces régions subissent une terrible dégradation de leurs conditions d'existence. La malnutrition, la famine et les maladies sont devenues leur lot quotidien.

Un modèle de développement fondé principalement sur la valorisation des exportations traditionnelles (cacao, arachide...) au détriment des cultures vivrières, a conduit la presque totalité des Etats africains à recourir à l'importation massive de produits alimentaires de base surtout les céréales. Le blé et le riz, ont donc pris une place importante dans l'alimentation des populations, ce qui a fait accroître la dépendance alimentaire. Le déclin du secteur vivrier au cours des 20 dernières années est un trait saillant des économies africaines. La crise alimentaire est donc le résultat aussi bien des choix politiques erronés que des conditions climatiques défavorables. Au début des années 70, la croissance démographique de l'Afrique a atteint une moyenne de 3% par an, aggravant ainsi le déséquilibre entre l'offre et la demande de vivres. Ce déclin s'explique aussi par la forte réduction des terres arables, sous l'effet de l'avancée rapide du désert, de régimes fonciers favorisant l'épuisement et l'érosion du sol, d'une faible pluviométrie et du manque d'eau en général. Des techniques agricoles inadaptées constituent en outre un obstacle majeur à l'accroissement de la productivité déjà au plus bas niveau. La faiblesse des infrastructures de base est un autre caractéristique fondamentale des économies africaines. L'insuffisance et le mauvais état des réseaux de transport et de communication, ainsi que l'inefficacité des services dans le secteur, constituent un obstacle majeur devant l'extension de l'activité économique aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent. De même l'industrie n'a jamais été suffisamment développée pour pouvoir prendre le relais de l'agriculture et des mines en tant que moteur de la croissance. Le secteur industriel de l'Afrique est à la fois réduit et enclavé. Il ne représentait en 1980 que 27% du PIB. Ce faible taux ne permet pas l'augmentation de la production et les rendements agricoles. En d'autres termes, l'amélioration du niveau de vie des citoyens passe par la mise en oeuvre d'une stratégie de développement industriel conséquente et d'une réorientation de la politique agricole.

Toutes ces années de crise ont simplement détruit les modes de vie traditionnels chez les africains et provoqué un exode rural massif. Les pays africains ont ainsi été soumis à une explosion urbaine anarchique qui a condamné les nouveaux arrivants à la marginalisation. Des ceintures de misère (bidonvilles) enserrant les grandes agglomérations déjà dépourvues d'installations sanitaires et éducatives et deviennent un foyer de criminalité, de chômage et de troubles violents.

*Cependant, l'Afrique n'est pas pauvre; ce sont plutôt les africains qui le sont. Les entraves à la reconstruction africaine, ne sont ni d'ordre économique, ni d'ordre technique comme en ont fait certains pays du continent la douloureuse découverte. Il touche plutôt le caractère de la société africaine. Reconstruire l'Afrique, cela veut dire non seulement créer une économie prospère, mais aussi promouvoir et soutenir une société consciente et tolérante.*

#### **IV- HORIZONS ET PERSPECTIVES:**

*Le cours de l'histoire n'est ni pour ni contre l'Afrique. La responsabilité de détourner le déroulement de l'histoire en faveur de l'Afrique repose sur les épaules des africains eux-mêmes, en particulier sur celles des dirigeants. Mais si la perspective actuelle de l'Afrique est dominée par des incertitudes, ce n'est qu'une partie de réalité du continent. Il faut reconnaître tout de même que les problèmes de l'Afrique sont des problèmes graves. Ils ont généralement trait aux conflits ethniques et régionaux, aux réfugiés, à l'éducation, aux communications, à la santé, à l'alimentation, à l'eau, au développement rural, à l'aménagement urbain, à l'économie, aux structures sociales et au tribalisme. Face à ce lourd bilan, les gouvernements africains ont montré une prédilection pour les législations et les décrets draconiens qui étouffent le génie et la créativité de leurs peuples, et les déposséder de leur liberté individuelle, ainsi que des droits et de dignité personnelle des êtres humains. Dans leurs actes effectifs, les gouvernements africains ont unanimement trahi les nobles idéaux et objectifs auxquels aspirent au début. De ce fait, certains pays africains ont connu des reculs dramatiques. Il y a d'autres aspects de cette réalité qui sont également importants et avantageux: La résistance des africains face à l'adversité, la détermination de la jeunesse à prendre en main sa destinée et construire un avenir plus prometteur, et la capacité croissante de ses dirigeants à tirer les leçons des erreurs du passé. Déjà les recherches menées par le Centre des Etudes Africaines, montrent que des efforts appréciables ont été faits en Afrique au cours de ces dernières années pour remédier à certaines des causes structurelles de la crise économique et sociale qui affecte le continent. Certains ont déjà porté leurs fruits, d'autres mettront beaucoup plus de temps à faire ressentir leurs effets.*

*Dans le secteur des transports et des communications, les initiatives ont été concentrées sur l'exécution des voies de desserte et la mise en état du réseau existant. En ce qui concerne le commerce, près de 80% des pays ont pris des dispositions pour améliorer la distribution interne des denrées alimentaires. Certains ont même imposé des restrictions à l'exportation des cultures vivrières en vue d'améliorer l'offre nationale et de faire baisser les prix. Encore, la lutte contre la sécheresse et la désertification s'est intensifiée dans la plupart des pays, où de nouveaux programmes ont été mis en place pour enrayer le recul des forêts et favoriser le reboisement par les habitants des villages et par les familles, parallèlement à la multiplication des points d'eau, ainsi qu'à la promotion de substituts du bois de feu. Les mesures prises dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines se sont articulées autour des axes suivants: Alphabétisation des adultes, rééquilibrage de l'enseignement secondaire et supérieur en fonction des priorités du développement et des besoins de la formation technique et professionnelle.*

*Devant les échéances et les exigences qui pointent à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, les africains doivent avoir le réflexe de réagir vite. Ils doivent se rattraper avant la fin de*

la première décennie du siècle prochain, s'ils ne veulent pas se voir déclasser à jamais. Il ne s'agit pas seulement de mettre sur les rails une économie évolutive, mais surtout de se situer socialement, de revitaliser les aspects qui caractérisent les sociétés africaines et à les ancrer dans de solides principes de justice sociale. Sur ce vaste chantier du développement à long terme, certains domaines paraissent essentiels:

**\* La croissance démographique:** Sur les 45 pays de l'Afrique subsaharienne, 7 seulement ont adopté une politique démographique, cette même politique est en cours d'élaboration dans une vingtaine d'autres pays. Un continent qui avait moins de 100 millions d'habitants au début du siècle, en comportera presque un milliard en l'an 2010. Sans le fléchissement de la fécondité, et sans le contrôle des migrations massives d'une population à la recherche de conditions de vie meilleures, le phénomène d'urbanisation rapide et anarchique ne cesse d'augmenter, entraînant plusieurs problèmes sociaux graves. D'ici l'an 2020, une centaine de villes africaines comporteront plus d'un million d'habitants. Selon que les performances économiques soient positives ou négatives, cette urbanisation pourrait être un facteur de croissance et de modernisation, comme un élément de déstabilisation et de troubles. Dans ce cadre une politique démographique doit être mise en place dans les pays Africains, surtout les plus pauvres. L'objectif à atteindre serait alors, une baisse accélérée de la fécondité dans la première décennie du siècle prochain. Cette politique exige la mise en oeuvre d'un programme comportant notamment:

- La réalisation d'un taux de pratique de la contraception avoisinant les 80% chez les femmes en âge de procréer.

- La mise en place d'une infrastructure adaptée surtout dans les zones rurales.

Ce programme doit comporter d'autres mesures d'accompagnement, visant la sensibilisation des citoyens, comme les actions d'éducation et d'information à travers les mass médias, le développement de la recherche et des études en matière de la population, etc...

**\* L'environnement:** Il est désormais admis, que la détérioration de l'environnement constitue pour l'Afrique un des obstacles majeurs à son développement économique. Les principaux problèmes sont liés aux ressources naturelles; érosion et dégradation des sols, déboisement et baisse de la productivité des terres. Avec ses ressources immenses et mal exploitées en terre, en eau, en minéraux, en pétrole et en gaz, avec ses populations sous-employées, ses traditions de solidarité et de coopération, l'Afrique a les moyens de mettre fin à son actuel déclin et d'inverser la tendance. Donc la protection de l'environnement en Afrique doit obligatoirement passer par la mise en place d'un schéma de développement ayant pour objectif principal, une exploitation rationnelle des ressources naturelles et une gestion équilibrée du patrimoine. Certaines mesures doivent être observées dans le domaine de l'environnement, et doivent s'articuler autour des axes suivants:

- Protection des milieux ruraux, par la création d'offices régionaux de mise en valeur agricole et pastorale, et la mise à jour des codes de forêts et de la conservation des eaux et du sol.

- Protection des milieux marins et lagunaires, de la flore et de la faune, par la création en nombre suffisant de parcs nationaux terrestres et marins et de réserves naturelles, et par la protection des espèces d'animaux et de plantes menacées d'extinction.

- Protection des ressources naturelles et lutte contre la désertification.

- Protection du milieu urbain et lutte contre la pollution.

- La maîtrise des espaces en intégrant une politique d'aménagement du territoire.

\* **L'agriculture:** Hier autosuffisante, l'Afrique doit importer aujourd'hui le cinquième de ses besoins alimentaires. Elles en emportera la moitié dans dix ans. L'Afrique n'évitera la famine que si elle atteint une croissance économique d'au moins de 4 à 5% chaque année. Les pays africains pourraient alors non seulement subvenir à leurs besoins alimentaires, mais aussi avoir les devises nécessaires à leur développement. A cet égard, la refonte du secteur agricole et alimentaire devait être conçue comme le point de départ de l'ensemble du processus de transformation tant attendu. Dans cette optique, il faut particulièrement veiller à:

- Soutenir les prix à la production;
- Moderniser les techniques agricoles et les systèmes d'exploitation;
- Investir massivement dans la recherche, le développement de cultures vivrières à haut rendement, le stockage et la conservation des denrées alimentaires, les systèmes de commercialisation et les infrastructures rurales;
- Assurer la formation des personnels nécessaires pour atteindre ces objectifs.

\* **La sécurité alimentaire:** La population africaine souffrant de malnutrition est évaluée à environ 100 millions de personnes. Des famines périodiques dues à des phénomènes aussi différents que la sécheresse qui frappe les pays du Sahel, continuent d'affecter plusieurs pays. L'aide alimentaire ne peut, sans risques politiques et sociaux, pallier à long terme aux insuffisances des stratégies nationales de développement. La production alimentaire par habitant ne cesse de régresser en moyenne de 1,2% par an depuis 1980. Pour garantir une sécurité alimentaire durable, les pays africains doivent encourager les investissements dans le secteur agro-alimentaire, fournir aux agriculteurs semences, engrais, pesticides et pièces détachées pour les machines agricoles, les moyens de transport, et surtout augmenter les surfaces irriguées. De son côté, la population doit renoncer à certaines habitudes alimentaires, dans le sens d'une moindre dépendance à l'égard de certains produits importés (riz, blé...).

\* **L'éducation:** A partir de 1975, la crise économique et sociale en Afrique, a contraint les Etats à relâcher les efforts de scolarisation en progression depuis les indépendances. Or, seule l'éducation peut créer le cadre adéquat dans lequel le développement pourra s'opérer. Dans ce sens, les Etats doivent garantir gratuitement à tous ceux qui sont en âge d'être scolarisés le droit à la scolarisation. L'instauration progressive de l'enseignement de base, aura pour objectif de former les élèves de façon à développer leurs potentialités propres et leur garantir un niveau minimum de connaissances qui leur permette, soit de poursuivre leur scolarité dans les cycles suivants, soit d'intégrer la formation professionnelle, ou de s'insérer dans le circuit économique du pays. Les plus brillants des élèves doivent bénéficier d'une formation poussée pour les préparer à poursuivre des études supérieures spécialisées en technologie de pointe. L'éducation des femmes africaines ne doit pas être négligée. La promotion du rôle des femmes contribuera, au delà de leur propre épanouissement, à l'obtention de bon résultats économiques, à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et au ralentissement de la croissance démographique.

De toutes ces exigences évoquées, dépendront les perspectives de redressement économique de l'Afrique dans des conditions propices à son développement à long terme, d'ici la fin de la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle. En attendant, il faut espérer une reprise économique et un retour à des conditions

*climatiques favorables dans de nombreuses régions, afin de voir s'ouvrir l'horizon d'un développement harmonieux dans le continent.*

# CONCLUSION

---

*La première décennie du 21<sup>e</sup> siècle verra-t-elle le décollage de l'économie africaine et la reconquête des libertés et du respect des droits de l'homme? Les étapes qui jalonnent l'histoire en Afrique depuis près de cent ans, ont apporté chacune leur part d'espoirs et de désillusions: les efforts et les sacrifices consentis par les populations pendant les guerres mondiales n'ont pas été récompensés par les pays colonisateurs une fois la paix instaurée. La liberté parfois chèrement payée, a été confisquée pour leur propre compte par des groupes militaires ou civils. La fin des régimes autocratiques semble amorcer un virage, mais la démocratisation est-elle irréversible? La pression internationale qui s'exerce sur les pays africains ne conduit-elle pas à de nouveaux modes d'assujettissement du continent? Les efforts de réorganisation peuvent-ils redresser des situations économiques et sociales souvent catastrophiques? Sont-ils susceptibles d'engendrer des modifications structurelles? Le désengagement de l'état n'accroîtra-t-il pas la misère des plus défavorisés? La vitalité des populations africaines parviendra-t-elle à vaincre les fléaux de notre temps?*

*Cette issue est d'autant plus possible que les peuples africains ne manquent pas de créativité et d'imagination, comme l'a bien précisé Denis CONSTANT dans son article l'état du monde «Dans la littérature, dans la musique mais aussi dans les arts plastiques, le cinéma, chaque fois qu'ils saisissent l'occasion, les africains font preuve de beaucoup de créativité et d'invention. Il importe de provoquer les conditions pour qu'imagination, créativité, invention se déploient maintenant dans les domaines économiques et sociaux. Une politique de la recherche est aujourd'hui indispensable en Afrique».*

*Ces richesses naturelles et humaines, restent à elles seules insuffisantes pour un véritable progrès socio-économique en Afrique. Sans un cadre de coopération et d'échange international et surtout interafricain, qui se trouve encore à ses débuts et ne représente que 5% du volume global d'échanges, les chances de voir un changement positif se produire facilement ne sont pas évidentes. Il y va donc de la volonté politique des Etats et de la maturité intellectuelle des peuples africains, de faire substituer aux crises et conflits actuels, un environnement favorable à un développement progressif et rationnel de tous les secteurs, et une mise en place de structures politiques et diplomatiques suffisamment souples pour régler les différents et les conflits entre pays africains par une force d'intervention militaire africaine. Cette attitude est à même de faire prévaloir la position de l'Afrique sur la scène mondiale.*

## BIBLIOGRAPHIE

- *L'Afrique au 20<sup>e</sup> siècle. Hélène D'ALMEIDA-TOPOR.*
- *Le printemps de l'Afrique. Albert BOURGI, Christian CASTERAU.*
- *Revue politique étrangère: Incertitudes et espoirs.*
- *Stratégie pour un nouveau développement en Afrique. Jennifer WHITAKER.*
- *La résolution des conflits en Afrique. William ZARTMAN.*
- *Encyclopédie géopolitique 1996.*